

08 MARS 2013

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. : DiPP/3-Bicpe-CD

08.03.2013

**Arrêté préfectoral abrogeant les dispositions de l'article 2
de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre
2012 concernant l'établissement de la société
P.BRABANT situé à TRESSIN et imposant à celle-ci des
mesures d'urgence**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord,
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1 et L. 512-20 ;

Vu les décisions préfectorales relatives aux activités exercées par la société P. BRABANT, dont le siège social est situé 25 Route Nationale – 59152 TRESSIN, dans son établissement sis à la même adresse et notamment l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2003 autorisant la poursuite de l'exploitation du site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 août 2012 imposant à la société P. BRABANT des mesures d'urgence pour la poursuite de l'exploitation de son établissement situé à TRESSIN et notamment son article 2 interdisant tout rejet d'eaux usées susceptibles de contenir de la N-nitrosomorpholine dans le réseau appartenant à Lille Métropole Communauté Urbaine tant que des actions de traitement ne permettront pas de garantir un rejet inférieur au seuil de 100 ng/l ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2012 abrogeant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2012 et remplaçant celles-ci par les prescriptions suivantes :

« Les eaux usées du site doivent respecter à la sortie des bassins 1 et 2 avant raccordement au réseau communautaire les valeurs limites d'émission suivantes en N-nitrosomorpholine :

- concentration 50 µg/l
- flux 5 g/jour.

Les valeurs limites d'émission s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens sur une durée correspondant à un cycle de production et en moyenne journalière.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur prescrite. »

Vu l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) du 25 octobre 2012 (joint en annexe du présent arrêté), duquel il résulte que :

- le Centre International de Recherche sur le Cancer estime qu'il existe suffisamment de preuves de la cancérogénicité de la N-nitrosomorpholine obtenues à partir de plusieurs études expérimentales chez l'animal et a classé cette molécule dans le groupe 2B (cancérogène possible chez l'homme) ;

- l'ANSES recommande de mettre en œuvre les moyens permettant de ramener la concentration en N-nitrosomorpholine dans l'eau destinée à la consommation humaine au moins au niveau de la valeur limite de 100 ng/l, dans les meilleurs délais

Vu les informations communiquées le 25 février 2013 par la Société des Eaux du Nord, desquelles il ressort qu'une campagne d'analyses effectuée les 5, 6 et 7 février 2013 a révélé que la N-nitrosomorpholine est présente dans la nappe de la craie au niveau des piézomètres de surveillance PZ2 (96 ng/l) et PZ3 (15 ng/l) situés immédiatement en aval du site de la société P. BRABANT à TRESSIN et qu'il existe un risque de transfert de cette pollution de la nappe de la craie vers la nappe du carbonifère dans ce secteur ;

Vu le rapport du 4 mars 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, duquel il ressort qu'il y a lieu d'imposer à l'exploitant, par arrêté préfectoral de mesures d'urgence pris au titre de l'article L512-20 du Code de l'environnement, les évaluations et la mise en œuvre des remèdes nécessaires pour protéger les intérêts visés à l'article L511-1 ;

Considérant que les piézomètres Pz2 et Pz3, où la présence de N-nitrosomorpholine a été détectée se situent respectivement à 700 mètres et 1 200 mètres environ, au nord nord ouest du site de la société P. BRABANT, en amont des rejets de la STEP de Forest-sur-Marque dans la Marque ;

Considérant qu'il existe, en conséquence, une possibilité que la présence de N-nitrosomorpholine soit directement issue des rejets du site de la société P. BRABANT ;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre des mesures d'urgence pour prévenir le risque d'une pollution plus importante de la nappe par cette substance ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1er – Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2012 précité sont abrogées.

Article 2 – Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2012 sont rétablies :

« Tout rejet d'eaux usées du site susceptibles de contenir de la N-nitrosomorpholine dans le réseau communautaire appartenant à Lille Métropole Communauté Urbaine est interdit tant que des actions de traitement ne permettront pas de garantir un rejet inférieur au seuil de 100 ng/l. »

Article 3 – La société P. BRABANT réalise sous deux semaines une note technique permettant de juger de l'impact du fonctionnement actuel des installations sur les eaux souterraines.

Cette note doit préciser notamment :

- s'il peut exister des fuites entraînant le déversement de rejets ailleurs que dans le réseau d'assainissement de LMCU ;
- comment sont gérées les eaux pluviales et/ou de ruissellement sur le site et les bassins de stockage ; des tests d'étanchéité seront effectués sur les bassins de stockage de la morpholine et les bassins de décantation.

Cette note sera transmise à l'inspection des installations classées.

Article 4 - L'exploitant propose sous deux semaines à l'inspection des installations classées un diagnostic de la zone circonscrite par les piézomètres Pz2 et Pz3.

Article 5 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement

Article 6 - La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, d'un an pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire de TRESSIN,

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de TRESSIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Fait à Lille, le 08 MARS 2013

Le préfet,
Pour le préfet
Le secrétaire général adjoint


Eric AZOULAY

